: FONDATION JEAN-JAURÈS

jean-jaures.org La Sécurité sociale, le combat du quotidien pour la santé et le patrimoine de ceux qui n'en ont pas

À l'occasion des quatre-vingts ans de la Sécurité sociale, cette enquête menée par Ipsos pour le Groupe VYV et la Fondation Jean-Jaurès éclaire les

perceptions des Français à l'égard de ce pilier du modèle social national. Entre reconnaissance de son rôle essentiel et préoccupations croissantes quant à sa viabilité, Renaud Large, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, met en évidence des tendances marquantes, des clivages générationnels et sociaux, ainsi qu'une vision contrastée de l'avenir du système.

Les résultats complets de l'enquête

Une Sécurité sociale largement reconnue mais critiquée

L'un des premiers enseignements de cette étude est que la grande majorité des Français (69%) connaît la date de création de la Sécurité sociale (1945), témoignant d'une certaine culture historique autour de cette institution, et ce dans toutes les couches sociales. Les cadres et professions intellectuelles supérieures (66%) donnent la bonne réponse dans des proportions similaires aux catégories populaires (62%). En revanche, on note une plus mauvaise connaissance des jeunes générations (50% des 18-34 ans) par rapport aux aînés (87% des 60 ans et plus). C'est en partie sans doute le signe d'un recours au remboursement de soins plus marqué chez les personnes plus âgées. Toutefois, les perceptions sont ambivalentes : si beaucoup la considèrent comme un acquis fondamental, une part significative des répondants y associe des termes négatifs.

Cette dimension patrimoniale de la Sécurité sociale est un trait saillant de l'ouvrage de Stéphane Junique, La santé est un combat Stéphane Junique, La santé est un combat. Pour transformer la société, Paris, Le Cherche midi, 2025. . Il y rappelle que la Sécurité sociale est née dans un contexte de reconstruction nationale après la Seconde Guerre mondiale. En 1945, sous l'impulsion du ministre du Travail Ambroise Croizat et du haut fonctionnaire Pierre Laroque, l'ordonnance du 4 octobre met en place un système de protection sociale basé sur les principes de solidarité et d'universalité. Inspiré par les idéaux du Conseil national de la Résistance, ce modèle ambitionne d'offrir une couverture santé à tous les citoyens, indépendamment de leur statut professionnel. Il constitue une rupture avec les logiques d'assistance antérieures en instaurant un droit à la protection contre la maladie, la vieillesse et les accidents du travail. Stéphane Junique souligne que cette avancée historique a profondément transformé la société française et permis

d'accroître l'espérance de vie tout en réduisant les inégalités d'accès aux soins.

Lorsqu'on demande aux Français quels mots leur viennent spontanément à l'esprit quand on leur parle de Sécurité sociale, le premier terme cité est « Carte vitale », preuve de l'ancrage de ce dispositif dans le quotidien des assurés. C'est un objet de la vie de tous les jours. Cependant, le deuxième mot le plus mentionné est « fraude », suivi de « dette » et « coûts », révélant une vision préoccupée par le financement du système et ses éventuelles dérives. La « fraude » est particulièrement citée par les catégories populaires (44%) et par les seniors (48% pour les 60 ans et plus). On peut lire dans ces réponses une sensibilité de ce segment de population à la dénonciation de la « fraude sociale » et de l'« assistanat ». Globalement, 72% des répondants évoquent des termes négatifs contre seulement 51% des termes positifs, traduisant une inquiétude largement répandue.

Malgré ces réserves, les Français restent attachés à leur modèle de protection sociale. Lorsqu'il est comparé aux autres systèmes dans le monde, 79% des répondants le jugent meilleur, notamment en matière de générosité (82%) et d'égalité (70%). Cette reconnaissance est significative, dans un contexte où de nombreux pays réforment leur système de santé vers une privatisation accrue. Les couches sociales supérieures (79%) et les seniors (86% des 60 ans et plus) sont les plus attachés à la meilleure qualité du système de Sécurité sociale français comparé aux modèles étrangers. Cependant, cet attachement n'empêche pas une inquiétude marquée quant à l'avenir du dispositif.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Une place essentielle dans la vie quotidienne des Français

Malgré les critiques, la Sécurité sociale demeure un élément structurant de la vie des citoyens. 80% des sondés affirment qu'elle leur permet ou leur a permis de se soigner à moindre coût, tandis que 77% mettent en avant son rôle de protection de la famille. Même si le taux d'adhésion à ces affirmations demeure élevé, il est le plus faible chez les catégories populaires (respectivement 71 et 74%). Nous pouvons imaginer que les réformes successives de la Sécurité sociale, notamment le déremboursement de certains soins, sont ressenties plus vivement par ceux qui ont le moins de moyens. Ce qui nous fait dire que la Sécurité sociale, bien qu'universelle, demeure aussi le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

Cette perception positive est renforcée par l'identification des risques auxquels la population pourrait être confrontée en son absence. L'enquête montre que les inquiétudes sanitaires sont omniprésentes dans le futur : 64% des Français redoutent de ne plus avoir les moyens de se soigner dans les années à venir, 56%

craignent de tomber gravement malades, 54% s'inquiètent de perdre leur autonomie, notamment chez les seniors. L'angoisse de vivre dans un « désert médical » concerne 42% des répondants, ce qui souligne l'importance de la question de l'accès aux soins sur l'ensemble du territoire. Cette crainte est partagée de manière très homogène dans l'ensemble des segments de la population.

Un pessimisme quant à l'évolution de la Sécurité sociale

Les projections des Français sur l'avenir de la Sécurité sociale sont globalement pessimistes. La majorité des sondés craint un affaiblissement du modèle actuel sous l'effet d'un manque de financements, de hausses de cotisations ou encore d'un recours accru aux assurances privées. 88% des répondants estiment que la Sécurité sociale ne pourra plus se financer correctement, 86% anticipent des déremboursements de soins. Il faut relever un fait notable : 87% pensent que les complémentaires santé deviendront encore plus essentielles, un avis partagé par 93% des 60 ans et plus et par 85% des catégories populaires.

Ce pessimisme s'explique par plusieurs facteurs : le déficit de la Sécurité sociale, l'augmentation des dépenses de santé liée au vieillissement de la population et aux progrès médicaux, ainsi que l'évolution du marché du travail qui fragilise son mode de financement basé sur les cotisations salariales. La question démographique a été totalement intégrée dans le paysage mental et le système de valeurs des Français.

Ce constat des Français est largement partagé par Stéphane Junique dans La santé est un combat . En effet, si la Sécurité sociale est souvent citée comme un modèle envié, l'auteur met en avant ses fragilités croissantes. L'augmentation des dépenses de santé, liée au vieillissement de la population et aux progrès médicaux, pèse sur son financement, souvent remis en question par des réformes successives visant à limiter le « trou de la Sécu ». Il dénonce les inégalités persistantes d'accès aux soins, notamment dans les territoires ruraux et les quartiers populaires, où la désertification médicale complique la prise en charge des patients. Il critique également la complexité administrative du système, qui laisse de nombreuses personnes dans une situation de non-recours aux droits. Enfin, il pointe le manque de coordination entre les acteurs de la santé et la tendance à une gestion trop court-termiste des crises sanitaires, au détriment d'une vision stratégique de long terme

Quelles priorités pour préserver le modèle ?

Face à ce constat préoccupant, plusieurs axes de réforme sont plébiscités par les Français dans l'étude. Parmi les principales priorités exprimées :

91% estiment qu'il faut renforcer la lutte contre la fraude afin de limiter les abus et assurer une meilleure équité dans l'accès aux prestations ;

85% jugent impératif de maintenir une couverture universelle, sans distinction de revenus ;

82% souhaitent que la Sécurité sociale accorde plus d'importance à la prévention, ce qui témoigne d'une volonté de miser sur des actions anticipatrices pour réduire les dépenses de soins curatifs.

Il faut noter que ces trois pistes sont particulièrement plébiscitées chez les femmes (respectivement 94, 88 et 81%), chez les seniors (98, 90 et 93%) et dans les catégories populaires (90, 85 et 78%)

D'autres pistes plus controversées émergent également, comme la nécessité de recentrer la Sécurité sociale sur les publics les plus vulnérables (69%) ou sur les personnes à faibles revenus (52%). On note ainsi l'attachement de la population à la dimension universelle du système et à l'importance de l'égalité dans le système de valeur français. Certains (59%) préfèrent limiter la générosité actuelle de la Sécurité sociale. Cela témoigne d'un débat latent entre la préservation du système actuel et l'adaptation à de nouvelles contraintes budgétaires.

En ligne avec le sentiment des Français, Stéphane Junique plaide pour une refonte du modèle de Sécurité sociale afin de l'adapter aux défis du XXI e siècle. Il propose une approche élargie, intégrant non seulement les soins curatifs, mais aussi la prévention et les déterminants sociaux de la santé, comme l'alimentation et le logement. Il met en avant des solutions innovantes, telles que la sécurité sociale alimentaire Stéphane Junique, « La Sécurité sociale alimentaire : créer de nouveaux droits et agir sur les déterminants de santé », Fondation Jean-Jaurès, 3 octobre 2024. , qui garantirait un accès universel à une alimentation saine pour réduire les inégalités nutritionnelles et les maladies chroniques. Il défend également une meilleure articulation entre Sécurité sociale et mutuelles pour renforcer la couverture complémentaire sans accroître les coûts pour les assurés. Enfin, il insiste sur la nécessité d'une gouvernance plus démocratique, où citoyens, professionnels de santé et acteurs mutualistes auraient un rôle plus actif dans les décisions touchant au système de protection sociale. Pour lui, la Sécurité sociale doit rester un outil de progrès et de justice sociale, capable d'anticiper les besoins des générations futures tout en préservant son principe fondateur de solidarité.

Un modèle à préserver mais à réformer ?

Cette enquête du groupe VYV et de la Fondation Jean-Jaurès, réalisée par Ipsos, met en lumière une relation ambivalente des Français avec leur Sécurité sociale. D'un côté, ils en reconnaissent la valeur et la considèrent comme un atout fondamental du modèle social français. C'est un véritable patrimoine national. De l'autre, ils expriment de fortes inquiétudes sur sa pérennité et semblent résignés à voir évoluer le système vers une plus grande privatisation.

Les pistes de réforme mises en avant par les sondés montrent que l'enjeu majeur des prochaines années sera de concilier lutte contre les abus, financement durable et accès universel aux soins. L'acceptabilité des réformes futures dépendra de la capacité des décideurs à rassurer les citoyens sur la soutenabilité du modèle, tout en maintenant les principes fondateurs de solidarité et d'égalité qui font la force de la Sécurité sociale française.

L'adhésion massive à la nécessité de miser sur la prévention et de mieux cibler les aides montre que les Français ne sont pas opposés à des évolutions du système, tant que celles-ci ne remettent pas en cause ses fondements. L'avenir de la Sécurité sociale se jouera donc sur un équilibre délicat entre réformes nécessaires et préservation de son rôle historique.

Annexe. Recension de l'ouvrage de Stéphane Junique, La santé est un combat

Dans La santé est un combat , Stéphane Junique livre une réflexion profonde et engagée sur la santé en tant que pilier essentiel du progrès social. Son propos dépasse largement la simple organisation du système de soins : il fait de la santé un véritable projet de société, un combat collectif nécessitant l'engagement de tous. Dès l'introduction, l'auteur affirme que la santé ne doit pas être perçue uniquement comme une absence de maladie, mais comme un état global de bien-être, influencé par les conditions économiques, sociales et environnementales.

Stéphane Junique part du constat que notre modèle actuel, souvent envié, est fragilisé par des inégalités d'accès aux soins, une précarisation croissante et une gestion à court terme des crises sanitaires. Il pointe du doigt les déserts médicaux, l'épuisement des soignants, le manque de coordination entre acteurs et les inégalités sociales qui se creusent face à la maladie. Pour lui, la santé doit redevenir un droit effectif, pleinement inscrit dans la promesse républicaine. Il défend l'idée que garantir à chacun les moyens de vivre en bonne santé, c'est renforcer les principes mêmes de liberté, d'égalité et de fraternité.

Loin de se limiter à un constat alarmiste, le livre est un manifeste pour une transformation en profondeur de notre approche de la santé. Stéphane Junique met en avant des solutions concrètes et plaide pour une vision élargie qui intègre la prévention, la promotion de la santé et l'innovation sociale. Il insiste sur l'importance de la sécurité sociale alimentaire , un concept encore émergent qui permettrait aux populations les plus vulnérables d'accéder à une alimentation saine, réduisant ainsi les risques d'obésité, de diabète et de maladies cardiovasculaires. Il souligne également l'urgence d'une meilleure prise en charge de la santé mentale, domaine trop longtemps négligé et pourtant central dans le bien-être des citoyens.

À travers une analyse historique, l'auteur rappelle que les grandes avancées en matière de santé ont toujours été le fruit de combats sociaux et politiques. Il revient sur la création de la Sécurité sociale en 1945, qui a constitué une révolution solidaire, mais aussi sur les luttes féministes ayant conduit à la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en 1975, ou encore sur l'engagement de militants contre le VIH qui ont forcé les pouvoirs publics à accélérer l'accès aux traitements. Cette perspective historique sert de socle à sa démonstration : si la santé a été conquise par le passé, elle doit être sans cesse défendue et réinventée pour répondre aux défis du XXI e siècle.

L'ouvrage se distingue également par sa dimension européenne. Stéphane Junique milite pour une véritable « Europe de la santé », estimant que les questions sanitaires dépassent les frontières nationales et nécessitent une coopération renforcée entre États. La crise liée à la pandémie de Covid-19 a révélé à quel point les systèmes de santé peuvent être mis à rude épreuve et combien il est urgent de développer des stratégies communes face aux futures pandémies, au vieillissement de la population et aux effets du changement climatique sur la santé.

Loin d'être un simple essai théorique, La santé est un combat s'appuie sur des expériences concrètes menées au sein du Groupe VYV, dont Stéphane Junique est président. Il illustre ses idées par des initiatives mutualistes et associatives qui montrent qu'un autre modèle est possible. Il met en avant le rôle crucial de l'économie sociale et solidaire dans la mise en place de nouvelles formes de protection, de soins et d'accompagnement, en complément du service public.

L'approche de Stéphane Junique est pragmatique et tournée vers l'action. Il ne prône pas une refonte radicale, mais une évolution progressive et réfléchie du système de santé, en s'appuyant sur l'intelligence collective et la coopération entre les différents acteurs. Il défend une gouvernance plus démocratique et participative, où citoyens, professionnels de santé et institutions travailleraient main dans la main pour concevoir des solutions adaptées aux besoins de la population.

Au fil des pages, son engagement transparaît dans un discours optimiste, mais lucide. Il refuse le fatalisme et invite chacun à prendre part à ce combat. Selon lui, la santé ne doit pas être une variable d'ajustement des politiques publiques, mais une priorité nationale et européenne. Il rappelle que l'espérance de vie en bonne santé est un indicateur clé du progrès d'une société et doit guider les décisions politiques. Il insiste également sur l'importance d'une éducation à la santé dès le plus jeune âge et sur la nécessité de rendre l'information accessible à tous, notamment aux populations les plus vulnérables.

La santé est un combat est à la fois un cri d'alarme et un appel à l'action. Stéphane Junique y défend une vision humaniste et soli-

daire de la santé, qui dépasse le cadre strictement médical pour englober tous les déterminants sociaux et environnementaux du bien-être. Il démontre que les grandes avancées en matière de santé ont toujours été le fruit d'engagements collectifs et que de nouveaux combats restent à mener pour garantir un système plus juste, plus inclusif et plus résilient. Son ouvrage est une invitation à repenser notre rapport à la santé et à en faire un véritable projet de société, à la hauteur des défis contemporains.

Stéphane Junique, La santé est un combat. Pour transformer la société, Paris, Le Cherche midi, 2025.

Stéphane Junique, « La Sécurité sociale alimentaire : créer de nouveaux droits et agir sur les déterminants de santé », Fondation Jean-Jaurès, 3 octobre 2024.

https://www.jean-jaures.org/wp-content/uploads/2025/03/Securite-sociale.jpg

par Renaud Large